

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 04/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



SAINT GOBAIN PAM

Avenue Camille Cavallier

BP 129

54700 Pont-à-Mousson

Références : AN/IP/0419-2023

Code AIOT : 0006200539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2023 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier? Adresse Exclusive BP 129, 54700 PONT-À-MOUSSON. L'inspection a été annoncée le 26/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 PONT-À-MOUSSON
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT GOBAIN PAM implantée sur le territoire des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson, fabrique des canalisations en fonte ductile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de la mise en demeure sur les conditions de stockage des sables de fonderie
- respect de la mise en demeure sur le contrôle de la tuyauterie de gaz de haut fourneau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des sables	AP de Mise en Demeure du 08/06/2017, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Inspection de la tuyauterie de gaz de haut fourneau	AP de Mise en Demeure du 14/09/2017, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les dispositions des deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure concernant le stockage des sables de fonderie et le contrôle de la tuyauterie de gaz de haut fourneau. Ces mises en demeure peuvent donc être levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des sables

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2017, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au sein de l'usine de fabrication de tuyaux et pièces de voiries en fonte qu'elle exploite sur les territoires des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson, la société SAINT-GOBAIN PAM, dont le siège social est situé 21 avenue Camille Cavallier à PONT-A-MOUSSON, est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/341 du 6 décembre 2010 modifié, imposant que les sables de fonderie ne doivent en aucun cas être exposés aux intempéries, dans le délai maximal de six mois à compter de la date de notification de la présente injonction.
Constats : Les sables de fonderie sont stockés dans un halle de stockage fermé sur 3 côtés, à l'abri des intempéries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Inspection de la tuyauterie de gaz de haut fourneau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2017, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de justifier le respect de la présente injonction préfectorale, l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté transmettra au Préfet et à l'inspection des installations classées : - l'état initial, tel que défini à l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé (du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), concernant la tuyauterie de gaz de haut fourneau, dans un délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté ; - le programme d'inspection, tel que défini à l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé (du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), concernant la tuyauterie de gaz de haut fourneau, dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
Constats : L'état initial, tel que défini à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, concernant la tuyauterie de gaz de haut fourneau, a été transmis à l'inspection le 20 octobre 2017. Il comprend notamment des plans détaillant par tronçon l'ensemble du circuit de gaz de hauts-fourneaux avec les caractéristiques de la tuyauterie, l'état d'entretien, l'emplacement des accessoires de sécurité. le programme d'inspection, tel que défini à l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé, relatif à la tuyauterie de gaz de haut fourneau, a été transmis à l'inspection le 20 novembre 2017. Le programme comprend un plan identifiant différents tronçons de la tuyauterie selon leur état et de la date de leur entretien. Le programme comprend un échéancier sur 5 ans identifiant les différents tronçons à inspecter.
Observations : L'exploitant a terminé en 2022 son programme d'inspection (débuté en 2017). Les derniers résultats des contrôles seront disponibles en mars 2023. Il poursuit en 2023 l'inspection de la tuyauterie afin de respecter la périodicité maximale de 60 mois définie dans le guide DT96 pour la classe 1 (tuyauteries avec le plus haut potentiel de danger en cas de fuite).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet